Ne voulant entrer en ancune discussion et raisonnant d'après les principes génêmax du droit, et suivant la connaissance que j'ai des faits auxquels se rapportent ces trois questions, je réponds:

A la première ; que je ne trouve pas qu'il y ent immoralité.

A la première ; que je ne trouve pas qu'il y ent immoralité.

à denx aus ; et en vérité je ne vois per tion ayant pour obiet de

A la seconde : que je ne vois pas, non plus, qu'il y eut immoralité à introduire le principe de retroactivité dans le projet de loi en question ; et ce pour la m'me

A la troisième : que très certainement on ne peut dire en thèse générale que le principe de retroactivité dans les lois est en soi immoral : ce serait taxer d'immoralité tant de lois sages où ce principe se trouve.

Telle est, Honorable Messieur, ma manière de penser sur les questions ci-dessus, que j'ai examinées avec la plus sériense attention.

Et veuillez bien agréer l'assurance de la haute considération et de la parfaite estime avec laquelle je demeure votre très dévoué serviteur,

(Signé,) † " C. F. ARCHEVÊQUE DE QUÉBEC

A l'Honorable

M. GÉDÉON OUIMET.

Archevêché de Québec, 2 Octobre 1868.

Honorable Monsieur.

La réponse à vos questions que j'ai l'honneur de vous transmetire ci-jointe, ne saurait tien ajouter à la savante et victorieuse dissertation qui se lit dans le No. de " La Minerve " du 24 septembre dernier. Tout homme sense qui lira cet excellent article demeurera convaincu de votre innocence : vous êtes pleinement vengé des attaques du "Nouveau Monde!"

Je désire que ma répense ne paraisse point sur les journaix, où elle n'anrait d'autre effet que de rauimer une polémique si victorieusement terminée en votre faveur.

Bien sincèrement votre

Dévoué serviteur.

(Signé.) † C. F. ARCHEV. DE QUÉBEC.

L'Honorable

M. G. OUIMET.

Sc.

